



Le coeur de Konrad Adenauer a cessé de battre et, avec lui, saisis de profonde douleur, le coeur de l'Allemagne et celui de tout le Continent Européen se sont arrêtés un instant.

Quand on évoque les journées incertaines et douloureuses de 1945, l'amas des ruines morales et matérielles en Europe au sortir d'une guerre désastreuse, qu'en réalité aucun peuple d'Europe n'avait voulue, on ne peut oublier la noble figure du Chancelier allemand qui a su, avec ténacité, honnêteté, esprit de justice et chrétienne sagesse, faire renaître du feu et des cendres non seulement sa Patrie, mais notre Patrie à tous, cette Europe qui lui doit tant de reconnaissance.

Quel eût été le destin de notre continent dans l'immédiat après-guerre, sans Alcide De Gasperi, Robert Schuman et Konrad Adenauer? Le dernier grand homme de ce splendide triumvirat disparaît aujourd'hui. Son héritage, l'Europe, nous reste. Même si elle n'a pas encore retrouvé ses frontières naturelles, Adenauer disait en indiquant le véritable responsable du démembrement européen.

« Je ne juge les Russes qu'à leurs actes. Je ne crois pas à leurs paroles ».

Ce credo doit être également celui de ceux qui veulent une Europe unie.

Un jour, espérons-le très proche, l'idéal d'Adenauer se réalisera et l'Europe sera unie, comme il la voulait, de l'Atlantique à la Mer Noire.



MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENTS D'HONNEUR

KONRAD ADENAUER, JEAN MONNET, HAROLD MACMILLAN, PAUL-HENRI SPAAK.

MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL DU MOUVEMENT EUROPEEN:

Maurice FAURE, Président; Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Vice-Président; Dr. Enzo DALLA CHIESA, Baron F. C. von OPPENHEIM, Pierre WIGNY, Baron BOEL, Robert van SCHENDEL, André ALERS, Paul de AUER, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Etienne HIRSCH, John HYND, Livio LABOR, Rodolfo LLOPIS, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, André MORICE, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, The Rev. Hon. DUNCAN SANDYS, André VOISIN, Th. E. WESTERTERP, Terje WOLD, Alois ZIMMZE.

MEMBRES SUPPLEANTS

Jean BARETH (supp. de M. CRAVATTE), Henri GIRONELLA (supp. de M. PHILIP), Joseph SANS (supp. de M. MAYER), Jean SEITLINGER (supp. de M. WIGNY).

ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ADHERANT AU MOUVEMENT EUROPEEN

CONSEIL ALLEMAND, CONSEIL AUTRICHIEN, CONSEIL BELGE, CONSEIL BRITANNIQUE, CONSEIL DANOIS, CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL, CONSEIL FRANÇAIS, CONSEIL GREC, CONSEIL IRLANDAIS, CONSEIL ITALIEN, CONSEIL LUXEMBOURGEOIS, CONSEIL NEERLANDAIS, CONSEIL NORVEGIEN, CONSEIL SUEDOIS, CONSEIL SUISSE, CONSEIL TURC, ASSOCIATION EUROPEENNE DES ENSEIGNANTS (A.E.D.E.) CENTRE D'ACTION EUROPEENNE FEDERALISTE (A.E.F.), CONSEIL DES COMMUNES D'EUROPE (C.C.E.), CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN, LINGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE (L.E.C.E.), MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN, MOUVEMENT GAUCHE EUROPEENNE, MOUVEMENT LIBERAL POUR L'EUROPE UNIE, UNION EUROPEENNE DES DEMOCRATES-CHRETIENS, UNION DES RESISTANTS POUR UNE EUROPE UNIE.

ORGANISATIONS ASSOCIEES AU MOUVEMENT EUROPEEN

ORGANISATION EUROPEENNE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS (C.I.S.C.), SECRETARIAT SYNDICAL EUROPEEN (C.I.S.L.).

COMMISSION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Etienne de la VALLEE POUSSIN (Belgique), Pierre ABELIN (France), Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS (Gde Bret.), Prof. G. CASSIMATIS (Grèce), Avv. Michele CIFARELLI (Italie), Sir Geoffrey de FREITAS (Gde Bret.), Edmond GISCARD d'ESTAING (France), Dr. K. J. HAHN (Pays-Bas), Prof. Gunnar Edward HECKSCHER (Suède), Frau Dr. Elinor HUBERT (Allemagne), Lord St. OSWALD (Gde Bret.), Paul de AUER (Hongrie), Vilem BERNARD (Tchécoslov.), Georges DIMITROV (Bulgarie), Dr. Constantin DRAGAN (Roumanie), Vane IVANOVIC (Yougoslavie), Count Edward RACZYNSKI (Pologne), Ion RATIU (Roumanie), Paul REYNHARDS (Lettonie), Pavel TIGRID (Tchécoslov.), A. TORMA (Estonie), V. VANGUELOV (Bulgarie), M. T. ZAVALANI (Albanie).

Secrétaires:

Premier Secrétaire Général Honoraire: John POMIAN (Pologne), Secrétaire Exécutif: Thomas PHILIPPOVICH (Hongrie).

L'ESPAGNE ET L'EUROPE

Dans ce numéro et ceux qui vont suivre, le BULLETIN EUROPEEN va consacrer à l'Espagne une série d'articles d'information amplement justifiés par l'intérêt que présente ce grand Pays si typiquement, si intensément européen et sans lequel l'Europe n'aurait pas été ni ne peut être ce qu'elle est, ce qu'elle doit être. Au moment où les pays « véritablement européens » doivent serrer les rangs pour constituer leur unité il est essentiel de faire le rassemblement des forces essentiellement européennes et des nations dont l'histoire a depuis toujours été intimement mêlée à l'essor de la civilisation européenne: comme c'est le cas de l'Espagne. (v. également notre numéro de novembre 1966 sur le Congrès de la Société Académique Roumaine à Salamanque et notre numéro de février avec l'article « Vingt-siècles immortels », l'interview de M. Lopez Rodo, ministre espagnol de l'Economie, et le compte-rendu de la conférence de M. Giuseppe Pella à la réunion de l'Association espagnole de Marketing à Madrid).

Dans le courant du mois de février, M. Conrad Adenauer a été invité en Espagne par le ministre de l'Information et du Tourisme. M. Manuel Fraga Iribarne, et il a passé plusieurs jours à Madrid. Au cours de son séjour l'ancien Chancelier d'Allemagne a déclaré que l'Espagne lui avait fait une excellente impression et qu'il avait été vivement frappé par le Chef de l'Etat espagnol, « un homme prudent — a-t-il dit — un homme qui sait où il va, un homme qui inspire grande confiance. Mais, surtout il a prononcé diverses allocutions et tenu à l'Université une conférence de grand intérêt dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

Notre devoir d'Européens

C'est à la fin d'un repas offert par le Ministre espagnol pour les affaires étrangères, M. Fernando M. Castiella, que M. Adenauer a dit notamment: « Je crois que notre devoir d'européens consiste à nous unir pour défendre notre commun héritage spirituel et nous unir également politiquement de telle façon que la voix que l'on écouterait dans le monde ne sera pas celle d'un pays

particulier, mais la voix de l'Europe que les autres puissances mondiales ne pourront manquer d'écouter.

...L'Espagne est avec l'Europe et l'Espagne doit s'unir à elle, aujourd'hui plutôt que demain... ».

M. CONRAD ADENAUER
A L'UNIVERSITE DE MADRID

« On ne peut penser à une unification avec la Russie soviétique »

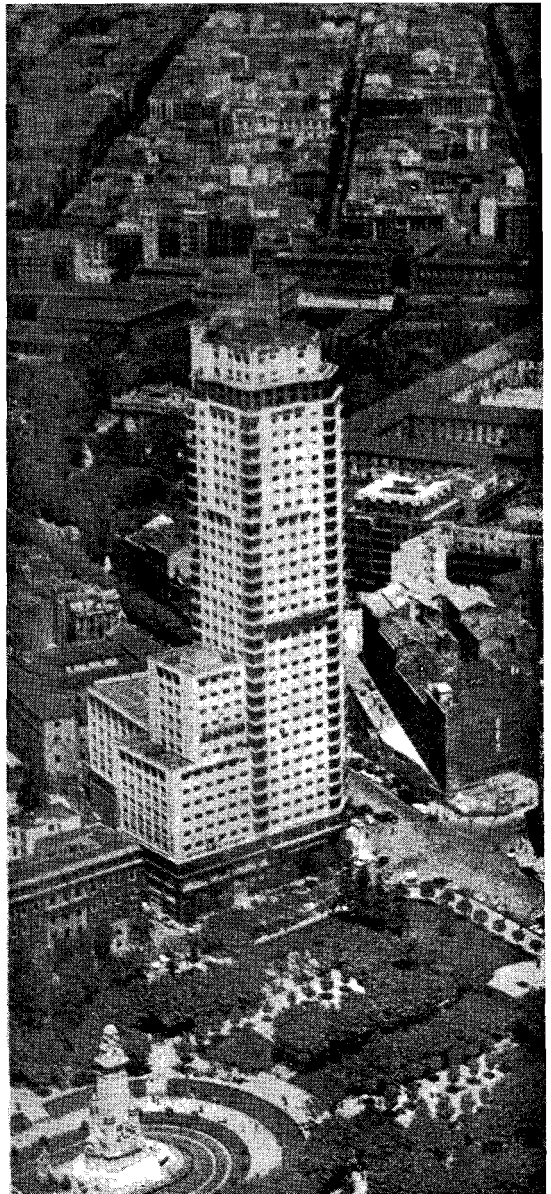
Après avoir souligné que les événements de la première moitié de ce siècle ont amené une évolution qui menace la liberté des peuples européens et leur culture dans sa substance la plus intime, et qui peut avoir pour conséquence l'affaiblissement de tous les Etats européens, le chancelier a précisé: « ...par Europe j'entends tous les Etats situés en Europe excepté la Russie soviétique. Sans ses Etats satellites d'occident, la Russie constitue un grand continent à soi-même. Quand on parle de l'unification de l'Europe, on ne peut penser à une unification avec la Russie

soviétique... qui s'étend en partie en Europe et en Asie. Avec ses 22 millions de kms. carrés, c'est le plus grand Etat du monde, supérieur au double du territoire de la Chine communiste ou des Etats-Unis d'Amérique. Une unification des pays européens avec la Russie soviétique équivaldrait à l'absorption de l'Europe par la Russie. Une unification avec la seule partie de la Russie soviétique située à l'Ouest des monts Oural, comporterait immédiatement le problème de la situation des territoires russo-asiatiques. Faudrait-il diviser l'Union Soviétique? Ce n'est pas ce que nous voulons, nous autres européens, aussi l'unification de l'Europe ne peut-elle comprendre que les autres pays d'Europe. Et ce sont justement ceux qui courent le plus grand risque de perdre leur liberté ».

Le chancelier a fait ensuite un court historique de ce qui a été fait pour l'union et il a souligné que le but ne peut être une Europe des Six: l'Espagne doit lui être associée. Non seulement en raison de sa position géographique, mais aussi pour son histoire, sa tradition, son irremplaçable contribution à la culture européenne. Et, bien entendu — a-t-il ajouté « ...nous devons regarder aussi à l'Est où des Pays ont un riche passé européen et qui font partie de l'Europe doivent avoir la possibilité de lui être associée ».

M. ADENAUER A DIT

« Le vrai danger, c'est l'éventualité d'un accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS à propos de l'emploi de la force atomique. Il ne faut pas oublier que le privilège atomique dont jouissent en exclusivité ces deux puissances mondiales aura dans un avenir relativement proche de profondes répercussions sur la production industrielle... Les deux colosses seront en condition de produire à des coûts inférieurs de beaucoup à ceux des autres Pays et pourront accaparer l'exportation ...Tous les Pays d'Europe perdront leurs marchés industriels. Avec la Russie qui n'admet pas de contrôles, la concurrence sera impossible... ».



Madrid

« La véritable Europe, l'Europe sans la Russie, doit s'unir en politique, en économie, et en face du problème nucléaire ». (Adenauer)

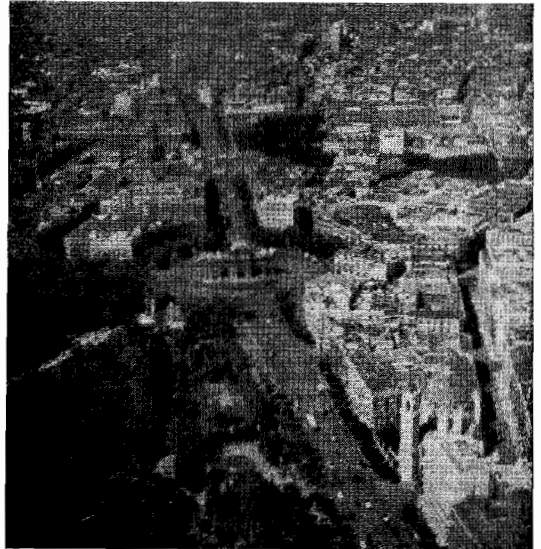
**« LES INTERETS DE L'EUROPE
NE S'IDENTIFIENT PAS TOUJOURS
AVEC CEUX DES ETATS-UNIS »**

Et M. Adenauer a conclu:

« Il ne faut pas croire que l'unification politique de l'Europe porterait à une situation antagoniste avec les Etats-Unis... Mais les intérêts de l'Europe ne s'identifient pas toujours avec ceux des Etats-Unis, et, avec l'unification de l'Europe, les Etats européens doivent être mis en condition de pouvoir également faire valoir leurs intérêts... Pour finir, permettez-moi de revenir sur le danger extraordinaire que comporte la situation politique de notre époque. Un danger consistant, d'une part, dans la rapidité avec laquelle se sont vérifiés et continuent à se vérifier d'importants déplacements du pouvoir et, de l'autre, dans l'existence de super-puissances en mesure de condamner à l'insignifiance les autres puissances, en les transformant en instruments de la volonté des Grands... Cette situation contraint l'Europe à une action rapide et décisive, à réaliser une rapide unification politique pour défendre ses intérêts et conserver son existence facteur de l'avenir mondial... Quand les Pays européens seront politiquement unifiés, leur voix sera écoutée dans la politique mondiale même pour les problèmes regardant les armes nucléaires et l'usage de la force atomique pour des buts pacifiques ».

En moyenne l'Europe compte 89 habitants par km. carré contre les 10 de l'Union Soviétique et les 21 des Etats-Unis ou les 70 de la Chine communiste. L'Europe veut contribuer à éliminer le danger d'une guerre nucléaire, mais avant que des engagements

soient souscrits elle doit savoir de quoi il s'agit. Il n'est pas possible, il serait absurde de contrôler uniquement les puissances non nucléaires, sans soumettre au contrôle les puissances nucléaires. Nous ne pouvons pas devenir les objets contrôlés par les Etats nucléaires dominants.



Panorama aérien - Madrid

**Les conversations Etats-Unis-Union
Soviétique et la puissance nucléaire**

Les conversations actuellement en cours entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont vitales pour l'Europe. Une guerre nucléaire serait une guerre de grandes superficies et l'Europe, étant donné la densité élevée de sa population, en serait frappée de la façon la plus intense et la plus grave.

Les Européens courent le risque de tomber sous le contrôle des Russes dans le domaine de la production de force atomique pour des buts pacifiques. Ce danger montre l'extrême urgence de créer l'Union politique européenne. C'est pourquoi il faut faire tout le possible pour réaliser un Etat européen, une union politique européenne dont la voix ne pourrait être ignorée ni des super-puissances, ni de la conscience universelle.

« Une unification des pays européens avec la Russie soviétique équivaudrait à l'absorption de l'Europe par la Russie. Une unification avec la seule partie de la Russie soviétique située à l'Ouest des monts Ourals comporterait immédiatement le problème posé par la situation des pays russo-soviétiques d'Asie. Faudrait-il diviser l'Union Soviétique?... ». (Adenauer)

A Bonn

LA JOURNÉE DE L'ÉCONOMIE

(26-27 janvier)

Le parti Démocrate-chrétien allemand (CDU-CSU) parti majoritaire du Bundestag, a organisé à Bonn d'importantes rencontres pour la " Journée de l'Économie... Aux rencontres qui avaient pour thème: "L'Économie dans la responsabilité politique,, ont participé des opérateurs économiques, représentants des milieux scientifique, hommes d'affaires, techniciens et hommes politiques.

Il est superflu de souligner l'intérêt de cette initiative qui a lieu tous les ans et qui a pour but de jeter les bases d'une solide collaboration de la pensée dans un des domaines les plus importants de la vie moderne, pour assurer à l'avenir une politique économique, financière et sociale résultant d'ententes approfondies.

Les résultats de cette session à laquelle ont participé environ 2.000 personnes ont été résumés en cinquante thèses particulièrement importantes si l'on pense que les conférenciers représentaient sans aucun doute l'élite de l'économie et de la politique alle-

mande. Signalons, en particulier, parmi les éminents orateurs: Dr. H. Hermann Abs, gouverneur de la Deutsche Bank A.G. dont le rapport s'intitulait: « Diagnostic de l'actuelle situation conjoncturelle »; Dr. Herbert Giersch, professeur de Politique Économique qui a parlé de « La politique de la stabilité »; M. Karl Blessing, Président de la Deutsche Bundesbank, sur les « Questions actuelles de la politique de la Bundesbank », Dr. Franz Josef Strauss, ministre fédéral des Finances, sur « Les questions actuelles de la politique financière » et, en clôture de la session, la thèse du Chancelier Fédéral Dr. Kurt Georg Kiesinger.

La thèse de M. Curt Kiesinger

« ...tout ce que nous espérons de la politique intérieure et extérieure dépend de la sauvegarde de la force économique... ».

M. Curt Kiesinger a dit, notamment: « J'ai dit que nous représentons aujourd'hui une grande force dans le monde industriel et économique, mais petite dans le monde politique. Ce qui signifie, d'une part, que nous tous, devons défendre de toutes nos forces ce que nous avons sauvegardé, sauvé et reconstruit sur les décombres. Car tout ce que

nous nous proposons de la politique intérieure et extérieure dépend de la sauvegarde de cette force économique. Et, d'autre part il en résulte clairement démontrée la responsabilité de tous et principalement des dirigeants économiques pour notre commun destin ».

Les travaux de la session

Les travaux de la session avaient été subdivisés en trois secteurs: politique, économique, financier et social. Etant donné l'animation des débats, les thèses finales représentent un panorama complet des conditions de ces secteurs pour l'année en cours tant au point de vue pratique que théorique.

L'intervention de M. Constantin Dragan

Parmi les participants étrangers, seul a pris la parole le Dr. Constantin Dragan, fon-

dateur de notre revue et vice-Président pour l'Europe, de la Fédération internationale du Marketing. Conformément à l'idéal d'unification européenne qu'il défend depuis la fin de la dernière guerre, M. Dragan, qui a parlé après le professeur Machlup, de la Princeton University, a abordé le thème « Liberté et planification dans l'économie de marché », et il a remporté l'approbation unanime des assistants.

Dans l'ensemble, au cours de cette session, on a pu constater une orientation décidée vers ce que l'on appelle les thèses de Dusseldorf, basées sur l'enseignement de l'éco-

le de Fribourg déjà présentées en 1949 et mises en action par la suite en tant que « Economie sociale de marché ». Pour citer littéralement les thèses de Dusseldorf de 1949, il s'agit en ce cas « d'une influence systématique de l'économie générale avec les moyens organiques d'une ample politique économique sur la base d'une adaptation élastique au respect des marchés. En combinant

logiquement la politique de l'argent, des crédits, des finances, des impôts, des investissements, la politique commerciale et sociale, de même que les autres dispositions, cette politique économique conduit au fait que l'économie, comme ultime objectif, sert à donner le bien-être et à satisfaire les exigences du peuple ».



Bonn: le quartier gouvernemental

Les conclusions

Comme on le voit ces conclusions confirment en même temps que l'organisation de l'économie sociale de marché ne doit pas cesser de se développer et de s'adapter aux modifications de la situation. Telle est la tâche de l'économie et de la politique qui ne doivent pas, pour autant, s'éloigner de ce qui a été démontré. Le niveau élevé de notre économie et sa grande capacité d'adapta-

tion sont en effet le résultat de la politique d'économie sociale de marché adoptée pendant de longues années et du labeur des peuples.

L'objectif à atteindre est donc le suivant: garantie de progrès moyennant l'emploi de moyens conformes aux conditions du marché.

EN MARGE DE LA MISSION CASAROLI A VARSOVIE

L'offensive du Vatican et les nouvelles tentatives « d'ouverture » vers le camp socialiste des Pays au delà le rideau de fer ★ Comment protéger les intérêts des communautés religieuses dans les Pays de l'Est.

La mission, à Varsovie, du sous-secrétaire à la Congrégation pour les Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires, Mgr. Agostino Casaroli, est achevée. Mgr. Casaroli, qui avait pour tâche de discuter avec les représentants de l'épiscopat polonais et les représentants du gouvernement, quelques problèmes de fond regardant la vie et la mission de l'Eglise en Pologne, dont celui de la libéralisation de l'enseignement religieux et confessionnel, et la normalisation des contacts de la hiérarchie catholique polonaise avec Rome, est de retour au Vatican.

Si les organes officiels du Saint-Siège continuent à observer une prudente réserve vis-à-vis de cette nouvelle tentative d'« ouverture » du Vatican vers le « camp socialiste » d'au delà le rideau de fer, une récente déclaration du ministre des affaires étrangères de Pologne, M. Adam Rapacki, faite à la presse lors de sa visite à Londres, permet de bien augurer du résultat des négociations de Mgr. Casaroli à Varsovie.

Lors de la conférence de presse du 27 février dernier, aux journalistes qui lui demandaient s'il fallait tenir pour bien fondés ou non les bruits concernant un prochain voyage du Saint-Père en Pologne, le ministre Rapacki répondit — de façon il faut bien le dire assez sibylline — qu'il n'était pas en mesure de préciser si ce voyage sera fait cette année ou l'année prochaine, car « le problème ne dépend pas seulement de la Pologne ».

Une éventuelle visite du Saint-Père en Pologne

On sait que l'un des thèmes que le représentant extraordinaire du Saint-Siège devait discuter avec les représentants du gouvernement polonais, était précisément l'éventuelle visite du Saint-Père et autres membres de la haute hiérarchie catholique en Pologne. La déclaration du ministre des affaires étrangères de Pologne laisse entrevoir l'heureuse issue des négociations menées par Mgr. Casaroli, au moins sur ce point de la mission qui lui a été confiée.

« Ce serait une importante victoire — com-

mentait une personnalité de la Congrégation directement intéressée à cette initiative de paix menée par l'Eglise avec le gouvernement de Varsovie — étant donné les restrictions imposées ces dernières années à notre hiérarchie par le gouvernement polonais lequel, à la suite d'une décision qui a suscité l'indignation du monde entier, a refusé même au Pape l'entrée en Pologne à l'occasion des fêtes du millénaire polonais ».

Le seul évêque catholique polonais autorisé à se rendre à Rome

Depuis 1956, c'est-à-dire depuis la conclusion du Concile, le seul évêque catholique polonais autorisé à se rendre à Rome, a été Mgr. Boleslaw Kominek, administrateur apostolique du diocèse de Wroclaw (la Breslau allemande). Mais cette mesure de faveur était justifiée par des fins secondes. Mgr. Kominek devait demander au Vatican la nomination d'évêques polonais dans le diocèse de l'ancienne Prusse orientale incorporée à l'Etat polonais. Indépendamment de la signification religieuse — du reste valide — les propositions dont Mgr. Kominek était porteur avaient un contenu politique bien clair. En proposant des évêques polonais pour les diocèses prussiens, le Saint-Siège reconnaîtrait (ou du moins ferait un premier pas dans ce sens) les nouvelles frontières de la République polonaise.

Naturellement, il est évident que le gouvernement de Varsovie a tout intérêt à ce que cette reconnaissance soit arrachée au Vatican par un membre de l'épiscopat polonais. Depuis longtemps déjà le gouvernement de Varsovie insiste pour que Mgr. Kominek soit créé cardinal et ceci dans le but de neutraliser le prestige du cardinal Primat Wysinski et son grand ascendant sur les masses populaires.

Aux demandes des correspondants des journaux italiens et étrangers qui cherchaient à savoir à Rome ce qu'ils n'avaient pu savoir qu'en partie à Londres, au sujet de la mission Casaroli, le porte-voix du Vatican a répondu assez vaguement en adoptant l'attitude de prudente réserve qui a caractérisé ces dernières semaines le comportement of-

ficiel du Saint-Siège. Il est clair que dans cette circonstance également le Vatican évite toute publicité et prise de position susceptibles d'influencer les négociations confiées à son propre représentant. Pour le moment, par conséquent, le seul indice de succès de la mission Casaroli reste la déclaration du Ministre des Affaires Etrangères polonais qui laisse entrevoir de la part des autorités polonaises une tendance de révision des rapports avec l'Eglise.

La difficile situation de l'Eglise catholique en Pologne

La situation de l'Eglise catholique en Pologne n'est pas des plus faciles. Toutefois — écrit un journal romain du soir citant une phrase du commentaire publié par l'« Osservatore Romano » au moment de la signature de l'accord avec la Yougoslavie pour l'échange des « envoyés » entre le Saint-Siège et le gouvernement de Belgrade, « le Vatican est persuadé que même les situations objectives les plus difficiles, produites par des circonstances historique et des systèmes contrastants, peuvent être affrontées avec de bonnes perspectives de succès quand la volonté réciproque de résoudre honnêtement les divergences est accompagnée d'une étude sérieuse des questions qui divisent, d'une recherche tenace de ce qui peut offrir un terrain d'entente et, tout en reconnaissant les limites des possibilités présentes, de la confiance dans les possibilités futures ».

La politique du Vatican dans le Sud-Est européen

Dans sa politique du Sud-Est européen, le Saint-Siège s'inspire du principe de la protection des intérêts des communautés religieuses dans les Etats communistes de ce secteur du Continent: c'est une protection que l'on ne peut garantir qu'en obtenant en contre-partie le respect des prérogatives des hiérarchies et du clergé ».

Les négociations actuelles avec le gouvernement de Varsovie réussiront-elles à assurer à l'Eglise Catholique de Pologne cette protection de ses droits et de ses intérêts, ce respect des prérogatives de la hiérarchie et du clergé, qui n'ont qu'un nom liberté? Liberté dans l'exercice de leur ministère. Liberté de transmettre aux nouvelles générations le message de l'enseignement chrétien. sans interférences ni contrôle politique? Les termes de la politique actuelle entre les évêques et l'autorité politique en Pologne doivent être recherchés justement dans le

non respect de ces libertés, sans lesquelles l'Eglise ne peut continuer sa mission; ou, alors, ne peut la continuer qu'en descendant dans les Catacombes. Mais la Pologne est un Pays entièrement catholique où les autres confessions ne représentent que des minorités négligeables. Et l'on ne peut pas envoyer dans les Catacombes des millions d'hommes, de surcroît animés d'une foi comme celle dont les Polonais ont abondamment donné preuve, sans un grave danger de soulèvement de masse contre le régime oppresseur. Le danger d'une révolte possible des masses catholique a du reste été signalé à l'actuel Secrétaire du Parti communiste polonais, M. Gomulka, par le cardinal Wyszynski. La conséquence directe d'une telle rébellion — soulignait le cardinal Primat — serait l'augmentation immédiate des effectifs militaires soviétiques en Pologne et l'intervention de l'allié qui étoufferait dans le sang la révolte. Une situation où le régime aurait tout à perdre et rien à gagner.

Le jugement pénétrant et l'habileté politique du Card. Wyszynski

On doit au jugement pénétrant et à l'habileté politique du cardinal Wyszynski la liberté relative dont l'Eglise catholique a joui en Pologne, et que n'a pu obtenir aucun autre des Etats de l'« espace socialiste », et si elle est parvenue à se faire *craindre*. Si, au cours de ces trois dernières années, la situation a empiré considérablement c'est en raison des pressions de l'extérieur de l'Union Soviétique, qui en isolant l'Eglise polonaise de Rome, cherchait à isoler la Pologne de l'Occident, au profit de sa propre suzeraineté politique.

Menacée par la Chine, la Russie cherche elle-même actuellement un rapprochement avec l'Occident. Et l'une des voies de son retour en Europe passe justement par Rome, par le Vatican, comme l'a laissé entendre, au cours de sa longue visite, le Président Podgorny

On a parlé dans les dernières semaines, c'est-à-dire après cette visite avec fins politiques, d'un accord probable entre le Saint-Siège et l'Union Soviétique, pour un envoi réciproque de représentants et pour la « libéralisation » de la religion en URSS; un accord qui devrait avoir pour modèle la convention récemment conclue avec la Yougoslavie. Le succès ou l'échec de la « mission Casaroli » en Pologne nous permettra d'évaluer quelle part de vérité et quelle part d'imagination se trouvent dans ces bruits de paix de l'Eglise catholique avec la patrie de l'athéisme dont la Pologne reçoit directives et impositions jusque dans le domaine religieux.

YVONNE MENCHINELLI

LEUR TRAITE ET CELUI DE L'EUROPE

par

Michel de la Ventolière

Il nous paraît intéressant de publier dans ce numéro cet article de notre collaborateur qui traite d'un point de vue en étroite corrélation avec les idées exposées par le chancelier Conrad Adenauer à sa conférence madrilène dont nous rendons compte en p. 4-5, à propos du danger d'un pacte de non prolifération nucléaire signé exclusivement par les pays moyens au bénéfice de l'URSS et des USA.

Les Russes et les Américains sont tombés d'accord sur le projet d'un traité de non-prolifération atomique que les pays moyens devraient, selon eux, signer afin de garantir le monde d'une catastrophe nucléaire. Pour ce qui est de l'intention louable et pacifique de ce projet, nous faisons grâce à nos lecteurs; la presse mondiale avec l'appui de Moscou et de Washington et dûment accompagnée par la crécelle travailliste de Londres, en a assez dit. Quant au fait qu'un pareil traité tend à tenir les pays européens loin du progrès technique et industriel procuré par la possession de l'énergie atomique, nous nous contenterons de faire remarquer que ces pays européens visés par le traité en question, devraient être beaucoup trop naïfs pour croire qu'une initiative venant de Moscou et de Washington et applaudie avec enthousiasme par les travaillistes de Londres, pourrait être autre chose qu'une initiative destinée à brimer l'Europe.

Un pacte de non prolifération communiste contre la non prolifération atomique

Ce qui nous intéresse dans le projet c'est le principe de non-prolifération, ce grand pas en avant que les léninistes de Moscou ont réussi à faire avec les Américains. C'est un principe que l'Europe ne devrait jamais perdre de vue, car il est avant tout un principe de non-prolifération, et quiconque penserait à signer le pacte devrait demander une toute petite chose en échange, une chose que les Américains

n'ont pas osé demander et que les travaillistes de Londres n'étaient pas en mesure de mentionner, car il n'est pas donné aux petits gens de stipuler des conditions. Cette chose serait un pacte de non-prolifération communiste que les Européens devraient pouvoir demander aux Russes de signer.

Les victimes de la bombe atomique et les victimes du communisme

Depuis la dernière guerre l'Europe a appris à ses dépens que la prolifération de la subversion communiste est aussi dangereuse que celle de l'énergie atomique, mais à Washington on a oublié que si la bombe atomique peut détruire des millions de vies, la subversion communiste a déjà détruit des millions d'âmes et de vies humaines là où elle a déjà réussi. Aux côtés des victimes japonaises de la bombe atomique, l'Europe sait qu'elle doit placer dans sa conscience les millions d'âmes mutilées, les victimes de l'univers concentrationnaire des pays captifs. Pour Washington, cette Europe captive est loin et la balance commerciale avec les maîtres du jour se montre favorable, mais pour les Européens, les captifs sont les victimes de la prolifération de la subversion communiste; ils ont besoin d'une garantie contre cette prolifération. Le traité de non prolifération atomique que l'Europe devrait pouvoir discuter serait seulement un traité accompagné d'un pacte engagement signé par la Russie garantissant la non-prolifération de la subversion communiste. Ceci, pour commencer, car il y a aussi le reste, le reste qui est le principal.

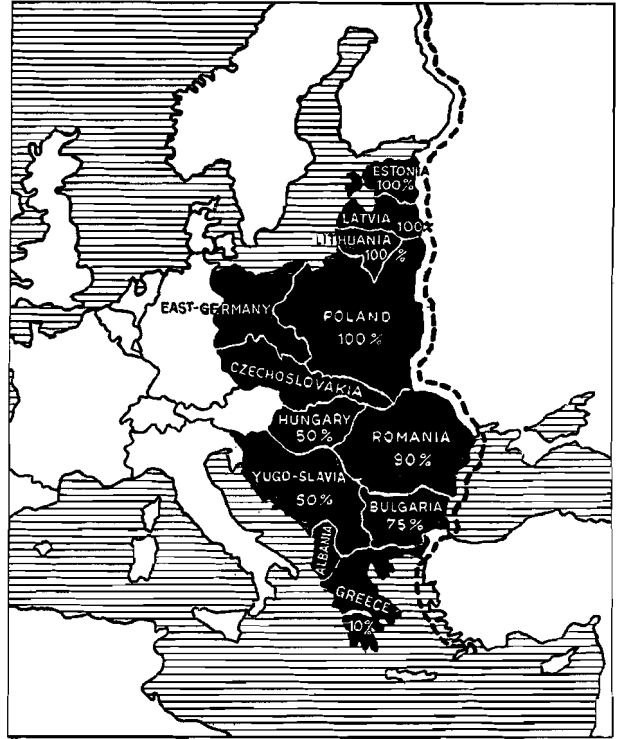
number 4

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

APRIL 1967



LAST "ADIEU,, TO THE CHANCELLOR



Left to right: Dr. Luebke, Premier Wilson, General de Gaulle, President Johnson and Chancellor Kiesinger.

KONRAD ADENAUER



Shake - hand between General de Gaulle and President Johnson

Bonn 19 April

Dr. Konrad Adenauer, Germany's first post-war Chancellor who led his universally despised nation to international respect, died today in his villa high above the Rhine. He was 91 and had been ill for a fortnight.

The place won't be the same without the Old Man. He was as much part of the scene as the river barges.

He dominated German politics for 22 years.

Even after stepping down as Chancellor four years ago, he had immense prestige and pronounced on every political question.

The Common Market, Nato, Red China, South-East Asia, European integration—on all these he made speeches during the last two months of his life.

And it was he who first spoke out publicly against Germany signing the Atomic Non-Proliferation Treaty—a policy speedily adopted as official by the Government.

His great asset lay in putting complicated situations in simple sentences. His humour carried a punch and his remarks were always the result of keen observation.

In 1955 he went to Moscow to negotiate freedom for prisoners of war. Bulganin was showing him a palace built for the Czar. The ceiling, he said, was gold leaf and cost millions of roubles. "How much did you pay for it?" asked Adenauer.

Krushchev taxed him about his Foreign Minister von Brentano—"just a clerk." Adenauer replied: "I don't think that you like Molotov."

Krushchev was livid: Molotov was a good friend and a loyal Foreign Minister, he said. "No," said Adenauer, "you don't like or trust him. I can tell by the way you look at him." Molotov was sacked soon after and expelled from the party on charges of anti-Krushchev moves.

On his 91st birthday in January he put in a 14-hour day at parties, receptions, and a banquet. Speed was a lure, and his chauffeur was ordered to travel at 90 miles an hour.

His love of flying was childlike, and last month he flew half-way round Europe, ending up with dinner in Paris with de Gaulle.

One subject was taboo in the Adenauer household—his health. It was never discussed. Asked how de Gaulle was looking, Adenauer replied: "For a man his age, quite well. He is an old man, you know." He is 15 years younger than Adenauer.

Adenauer was an autocrat, a patriot, devious in method but unswerving in aims, passionate for the interests of Germany.

He pretended his entry into politics was an accident. But from the time he became deputy Lord Mayor of Cologne 61 years ago, politics was his life.

He professed a dislike for Prussia yet owed his education to his Prussian N.C.O. father who was promoted officer in the field at the Battle of Koeniggraetz in 1866.

In 1930 he was offered and rejected the Chancellor's job. Three years later Germany was in the Nazi grip and Adenauer was dismissed from all public offices.

Hitler and Goering thought he would be openly anti-Nazi and pave the way for a treason trial. They reckoned without the Old Fox. Apart from a couple of short spells in jail he was unscathed at war's end when he was promptly reappointed Lord Mayor of Cologne.

It was left to a British brigadier to commit a colossal political error in firing him on grounds of inefficiency.

Before his dismissal he had been quietly building up the Christian Democrat Party in the Allied occupation zones.

In 1949 at the first postwar elections his party won the largest number of seats. Skillfully he built a Coalition Government and was chosen Chancellor by one vote—his own, he always pointed out.

In four elections he led his party to victory. Cabinet Ministers were expendable—Adenauer went through 80, but he himself was indispensable.

In 1949 he made a mistake. Unimpressed by the choice of a successor, he said he would step down and become National President.

Then the bomb. The President's office, he blandly remarked, contained more political power than was realised and the Constitution could be changed to give it even more.

Parliament rebelled, and it was clear he would never get a majority to put him into supreme control. One night he casually told the party:

"I am remaining Chancellor." But this helped to number his days as Chancellor. After the 1961 election the Free Democrats joined the Government on condition that Adenauer resigned halfway through. He gave way in 1963.

During the last two years he campaigned to get rid of Erhard, the man he scorned as a "rubber lion." The price was a Grand Coalition, but even that was preferable to Erhard.

"Never have doubts about yourself has been my guiding principle in politics," he frequently said.

Adenauer never doubted himself or his policies.



The last "adieu,, to the Great old Man

ON CHINA (Excerpts follow, taken

Czechoslovak economist Eugen LoebI warns his countrymen not to laugh of China's cultural revolution without understanding it. After all, Czechoslovakia had its own "cultural revolution" a few years ago when the intellectuals were downgraded and "the diversity of brains was replaced by the equality of stomachs." Excerpts follow, taken from *Kulturny Zivot* (Bratislava).

* * *

ALMOST DAILY WE READ translations and excerpts from Chinese newspapers, and they are published without any commentary. After all nothing could be so effective a commentary on the "cultural revolution" as the literal translation of the Chinese propaganda articles themselves. A great tragedy is unfolding and the foundations are being laid for an even greater

one. But our newspapers, unfortunately, tend to treat it as if it were a kind of public farce.

If we give any thought at all to what is taking place in the largest state in the world, we cannot help remembering that the Chinese are continuing along the road that we once followed and that we ourselves could be where China is today if it were not for the 20th congress of the CPSU (in 1956) and our own 12th party congress (in 1962).

These writings, full of quaint oriental parables, ought not to be made fun of... It is difficult, I admit, to read the Chinese article on the dialectics of shaving and keep a straight face, but it does touch upon a serious problem. The barber should give the customer a good shave but at the same time he should do it efficiently. In essence this is the conflict between quantity and quality which we too know and try to overcome. During the period of dogmatism we held that this was a purely political problem. To be more precise, we held that politics itself would solve such problems. It is sufficient to create a socialist state, we argued, and conflicts will disappear and a period of harmony between the individual and society will be born. We know that this idyllic vision has caused and still causes us much harm.

The Chinese dogmatists' point of view (judging by the article on the dialectics of shaving) is somewhat more rational, I would even say more progressive, than the point of view of our own conservatives. It is based on the assumption that political inspiration is a very strong impulse...

THE IMPORTANCE OF POLITICS

We know from history and from our own experience that real political consciousness moves mountains. In economic life, too, there are situations where one must move mountains. In such cases political consciousness is of the first importance. These cases are not only exceptional but also of a short-term nature. Long-term economic impulses must have their source in economics; they must be, as it is usually put, endogenous...

Under the new economic system we are not trying to solve such problems through the methods laid out by the Chinese dogmatists or our domestic dogmatists but rather by using material interest... Can we recommend without reservation the road we have chosen? In other words, can we recommend without reservation the principle of material interest?



from *Kulturny Zivot - Bratislava*)

Experience shows that material interest is one of the basic pillars of economic growth, and this is why we have resorted to that principle. However, on the other hand we know that material interest tends to be linked with that aspect of production that can be measured quantitatively. What cannot be so measured can be absorbed under the principle of material interest only with great difficulty, and this principle, therefore, does not solve the conflict between quantity and quality.

I often recall my experiences in the "sociological laboratory" of a prison where I worked for some time in the garden with a kulak. Nobody could have hated the socialist regime more than he did. However, although he swore constantly while working, he would not leave a single weed in his flower bed. Members of the older generation remember well that farmers did not work only under pressure of material interest. To till a field well, to keep it free of weeds—all that was also a matter of the farmer's honor. And we well remember the craftsman's pride, the manual worker's intimate relationship with his work.

If an intimate relationship to work was important at a time when intellectual work played a relatively minor role, it is all the more important today when intellectual work predominates under the scientific-technical revolution... Nobody can excel at intellectual work unless he invests his whole ego in it. Today it is also clear that the relationship of the manual laborer to his work depends above all on the intellectual standards of the direction and management. To achieve an optimum relationship between the worker and his work is a matter of science nowadays. Material interest also plays a role... But let us not reduce everything to material interest, let us not think that it will settle everything. We shall not solve the conflict between quality and quantity by material interest alone. We must rely on science and its various branches, which when applied will create conditions in which man will again find satisfaction in work.

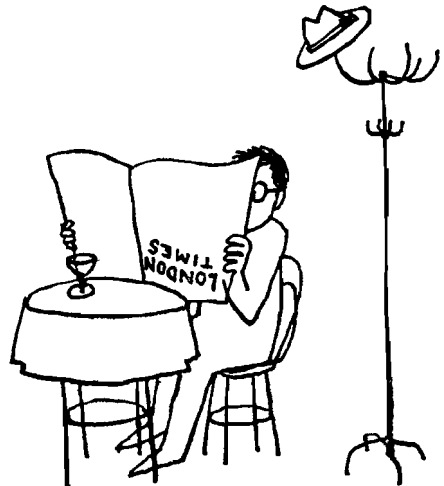
This applies both to us and to the Chinese. We know much too little about conditions in China to be able to judge what scope there is for political intervention in their economy. We do not doubt that this scope is not small, but the impetus for development in the Chinese economy, and indeed in any economy, must be sought in the intellectual abilities and in the scope which the individual has for realizing his potential creative development. The tendency to ascribe the dominating role to material inte-

rest results from a faulty theoretical evaluation of intellectual work, but the road chosen by Chinese dogmatists is an underestimation of the same factor.

Even if we treat many Chinese articles as jokes, we cannot fail to ponder the substance of events in that gigantic state. Even if we cannot, on the basis of factual knowledge, fully grasp Chinese practice from what we read in the Chinese newspapers and in the foreign press, we cannot fail to see that certain phenomena exist there which (although they may seem different) are related to the phenomena we have experienced. And in the period of the personality cult has left many marks, I think that one of the characteristic traits of dogmatism is the deprecation of intellectual work and those who perform it...

NECKTIES AND INTELLECTUALS

The great achievements of science which laid the foundations for the atomic age, such as Einstein's and Wiener's work, were judged and condemned from unscientific positions in the same way that art was judged from viewpoints which had nothing in common with art. Education, expertise and knowledge became an economic and social handicap. The diversity of brains was replaced by the equality of stomachs; a necktie was the badge of the criminal;



The snob - Keeping up with the Times.
Ludas Matyi (Budapest)

and uniformity in thinking, dressing and behavior were identified with egalitarianism.

A few years of dogmatism sufficed. What shambles were created in the minds of the people! Ten years have already elapsed since the 20th congress, a period much longer than the whole period of the personality cult in our country, yet with what difficulty do we overcome the dregs of dogmatism.

We live in an immensely dynamic world; if we stay at a standstill for even a short while we lose contact with progress. And dogmatism represented not just a standstill but a step backward. This applies especially to us; for statistics show that some of the socialist states which lagged far behind us are now beginning to catch up with us while others have already done so...

At the moment when we began building socialism the scientific-technical revolution was already in progress, not only in the rest of the world but also in our country. We were a developed industrial state, and it was typical of our economy that the economic-production process was based on applied science.... Dogmatism marked development in our country with a tragic contradiction: on the one hand we were building a new social order supported by a synthesis of science and humanism; but on the other we accepted an underestimation of science, intellectual work and those who perform it.

Let us compare our methods after 1948 with the methods of the Soviet Union after 1917. Anyone who does not remember that period from his own experience can see from the historical and artistic works of the twenties the respect that the young Soviet state showed for science and art... The Soviet Union did not have enough of its own intellectual workers, and it therefore recruited thousands of foreign scientists, designers, chemists, etc. who worked in the USSR for years. It did not restrict itself to educating the intelligentsia at Soviet schools but also sent young people to study abroad.

Our young generation cannot even imagine the reputation that Soviet art enjoyed throughout the world. Soviet films, theater, and poetry influenced world art, and the international festivals held in Moscow were get-togethers for the foremost artists of the time....

HUMANISM AND WORK

In contrast to the Leninist tradition, we failed to appreciate the importance of intellectual work and of the intellectual sphere in general (during the stalinist era). Creative thinking was replaced with dogmatic uniformity, and anything that defied comprehension was rejected as reactionary kow-towing to the West. And by failing to appreciate precisely this sphere by which man distinguishes himself so clearly from the other creatures of nature, we also neglected the se-

cond postulate of socialism—humanism. After the 20th congress we talked about the need to remove the remnants of dogmatism. We see that more than a remnant is involved, for dogmatism has penetrated deep below the surface into our minds and has deformed people and human relations.

China remains on the old road and leads us to wonder where we would be today but for the 20th congress and our determination to implement the ideas of that congress.... It is no mere coincidence that the road of dogmatism chosen by China leads to the horrible auto-da-fé we are witnessing today and to destruction of the achievements of one of the oldest cultures in the world... The every evens in China today and the period of the cult in general prove that unity between science and humanism does not come about automatically out of the order of things, but must be the subject of determined effort....

Little as we know about China, we know that it has the atom bomb, and we also know of its campaign against the intelligentsia. The atom bomb is... both a result and a cause of the scientific-technical revolution. It is said that we are at the threshold of the atomic age in which we will produce as much power from nuclear reactions as we shall need, and that shall thus create the foundation for a wealth beyond our imagination..

In China science and intellectual work are contrasted to the glorification of manual work—the very factor that should properly be overcome by the scientific-technical revolution. It is true that in China manual work still plays an incomparably greater role than in our country. There the working class is constantly being created and growing through the process of industrialization; in the advanced industrial states, further industrialization is combined with decreasing demand for manual laborers. It is therefore natural and also in accord with historical facts that the role of physical work and of those who perform it is emphasized and praised in China. However, it is reactionary to oppose manual labor to intellectual work, to reject the creativity of science, and especially to glorify poverty and backwardness because they supposedly purify the soul.

Anything that takes place in our country and in the other socialist states influences the political and social climate in the West. The years of the cultural and economic gap were abused by the darkest reactionaries in the West. It is gratifying to find today that progress, for instance in the cinema, has had such great success and influence. We are also aware of the extraordinary interest with which our efforts in the economic sphere are being watched. If we were to achieve results in that sphere similar to those in film-making, we would no doubt effectively support the progressive forces in the West.... Any success which we may achieve

on our new anti-dogmatic path will also strengthen anti-dogmatic forces in China. Responsibility for successfully completing the process begun at the 20th congress is therefore great and truly international. If we consider dogmatism an evil—and events in China can no longer leave anybody in doubt on that score—we must fight dogmatism by opening the door to creative thinking, by rejecting uniformity, bossism, and direct interference with the economy, with society and with the life of the individual.

THE TECHNICAL REVOLUTION

Precisely because a polarization is in process in China under the influence of the scientific-technical revolution, China cannot be insensitive to everything that happens in any other socialist state. The roots put down by the scientific-technical revolution in China are creating one pole, a force favorable to science and intellectual activity. This necessitates a full re-evaluation of the role of intellectual activity, to which freedom of creative thought and a hierarchy of intellectual values are inevitably linked.

The second, and today much more powerful, pole in China is the dominant role of physical work. . . . The majority of the Chinese population works in agriculture on a level which is unimaginably low for us. It is therefore understandable that a revolutionar role is assigned to the backward peasantry in China and the other developing countries. This is an idealization and an ideological presentation of the given situation as well as a failure to understand the meaning of the dynamic processes taking place in the whole world. We should not be surprised if poverty and backwardness are glorified under such circumstances, if the purity of men's souls take precedence over material interest. Let us not forget that several of these nations are very close to what we thought and proclaimed

when we were young, when our party was the party of poverty. This seems alien to us today when all our efforts are aimed at increasing wealth.

It is true that there exist problems of policy and personal power, that there exist conflicts in China which can be camouflaged. Serious defeats for China's foreign policy and great-power aspirations must be covered up, as well as economic difficulties. Other factors which play an important role spring from China's ancient traditions and from the history of socialism in China; and there are surely many other factors which we do not know about but which generally determine actual policies in China.

I see the progressive nature of the socialist order precisely in the fact that the development of science and its application for the benefit of man are the most significant traits of socialism. . . (though) it is possible through a backward attitude toward science, art and intellectual work in general to paralyze progressive socialism. Drastic as events in China are, they can function as a catalyst in implementing progressive endeavors in our country and the other socialist states.

The choice between socialism and capitalism does not exist in our country. But we still face the choice between the road taken by China—the road of destructive dogmatism, uniformity, anarchy, arbitrariness and destruction of cultural values—and the road mapped out at the 20th and 22nd CPSU congresses. Experience teaches us that all sorts of dogmatic barricades are scattered along that road. The struggle against dogmatism thus assumes a new role in our country: it is a struggle not only to defeat dogmatism but also to realize the scientific-technical revolution, which has become an inseparable component, and indeed the meaning, of the socialist revolution.



Investment mania (our sacred cow) . . . and inflationary tendencies (its products).
Politika (Belgrade)

ROMANIA

VOTERS DO IT AGAIN

(Bucharest/FRP) A 99.98% turnout of voters is claimed for the 5th March elections for local council representatives. The unusual aspect of this year's elections is the admission that throughout the country 33,886 people dared to vote against the communist party candidates. Another significant admission is that seven candidates could not be declared elected because they failed to secure a majority of votes in their areas.

PAYMENT BY RESULTS

(Bucharest/FRP) « A new way of co-interesting the workers in production » is the euphemistic description by the Romanian authorities of payment by results just introduced in the country's textile industry. A wage scale has been established whereby workers will be paid according to quantity and quality of work. The announcement speaks of an increase or a decrease of pay according to results obtained. The system has already been tried out in a number of factories and is to be generalized. At one textile factory alone in Bucharest a saving of 1,300,000 lei has been achieved by « co-interesting the workers » in wage cuts.

ROMANIA'S « NUMEROUS TOURISTS »

(Bucharest/FRP) « In the course of this month numerous Romanian tourists will be travelling abroad... » Radio Bucharest announced on March 11th. The broadcast goes on to qualify the « numerous tourists » as 250 subscribers to excursions, all behind the Iron Curtain, to the Leipzig Trade Fair, Bulgaria, Czechoslovakia, Hungary and « several cities in Soviet Central Asia ».

HOOIGANISM - A PROBLEM

(Bucharest/FRP) Young louts and juvenile delinquents are a source of serious worry to Romania's communist regime. The fact that in most families both parents are at work long hours every day and six days a week, to say nothing of « voluntary » community work on Sundays, has led to the disintegration of family life. This is apparent in the moral laxity and indiscipline of teenagers, among whom the incidence of crime is on the increase. The authorities are naturally unwilling to assume any responsibility for this state of affairs and blame the parents, whom they dub as « escapists ». Neither persuasive arguments nor legislation are likely to solve the problem rooted as it is in the drabness of life and drudgery inherent in the communist system itself.

« PATRIOTISM AND NATIONALISM » AS THE ROMANIANS SEE THEM

At Palma de Mallorca the « International Inter-parliamentary Union » held its Spring session.

The Romanian delegation was composed of the following deputies: Dr. Tudor Draganu; Mr. Ion Iliescu and Prof. Constantin Stanescu.

Here, in synthesis, is the viewpoint expressed by the Romanian delegates:

« In taking a consistently internationalist position, Romania is in complete solidarity with the struggle of peoples against social and national oppression and for the conquest and consolidation of independence and national sovereignty.

« We militate for the establishment of the relations between states and nations on the basis of new principles which will assure a harmony of interests among peoples, of patriotism and internationalism, of the affirmation of each people's national identity and the broadening of its international relations.

« Romania will unfailingly pursue its policy of developing multiform relations with all states, whatever the nature of their political regimes may be, relations based upon peaceful coexistence.

« Under the present conditions of a world in which there exist states with different political regimes, the only rational policy is that which departs from a position of comprehending these realities and, implicitly, of recognizing the necessity to promote in international relations the principle of peaceful coexistence among states of differing political regimes, and of respecting the right of each people to choose its own way of life according to its will and its interests.

« In our century where human intelligence is penetrating ever farther into the secrets of nature and unveiling energies and forces whose existence was unsuspected until recently, in our century which is producing a profound technical and scientific revolution, where peoples in their fight for political and economic emancipation are animated by the idea of independence and national sovereignty, the times impose the imperative necessity to construct international relations on the principles that will ensure humanity's march forward, the multi-form progress of each people, peace and international security.

« We believe it to be the duty of Interparliamentary Union to militate in this sense, to be an active factor in the development of relations and collaboration among states, sovereign and independent, to insure the triumph of the people's aspiration for peace and progress. »

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

L'Europe ne fait pas partie du Commonwealth britannique

La victoire des gaullistes dans les élections générales françaises a apporté une vague de pessimisme dans les cercles gouvernementaux et dans la presse contrôlée ou influencée par les Travailleurs. Le gouvernement britannique a simplifié à tel point le problème de l'entrée dans le Marché Commun qu'on a souvent l'impression que n'eût été cette victoire, le travaillisme britannique serait déjà en train de s'asseoir confortablement à la table européenne. M. Lecanuet, ce brave monsieur qui a voulu jouer le Kennedy de la Ve République, paraît avoir été le grand espoir des Travailleurs. Avec l'effondrement des rêves de M. Lecanuet, les Travailleurs sont revenus à leur haine des Français et à leur dénonciation d'un pays aux côtés duquel ils espèrent cependant siéger un jour.

* * *

Il est surprenant de voir combien naïve apparaît la conception politique européenne des Britanniques en général et des Travailleurs en particulier. Pour eux, la technique qu'ils employaient dans le passé avec les tribus africaines a la valeur de politique européenne; c'est pourquoi ils peuvent croire qu'en matière de Marché Commun il y a autant de conceptions fondamentales en France que de partis politiques. Ils ne peuvent pas aller au delà de la politique de l'administrateur de Nègres et cette politique consiste en une seule méthode, traiter un pays à travers les chefs de ses tribus et séparément. M. Lecanuet était pour eux ce genre de chef de tribu, une sorte de Kaunda qui n'a pas réussi, cependant que les gaullistes sont une sorte de tribu hostile à l'Angleterre, un Mau-Mau pour lequel il n'y a malheureusement pas de « corps expéditionnaire » possible.

* * *

Il y a aussi une autre infirmité dont la politique étrangère britannique souffre: l'idée que tout autre pays ne saurait être qu'une Angleterre, imparfaite bien entendu.

C'est ainsi que les ministres travaillistes n'arrivent pas à comprendre qu'en France il y a une politique nationale issue de cette continuité naturelle française qui habille en française toute aspérité, tout sectarisme et toute contradiction lorsqu'il s'agit des intérêts supérieurs du pays. En 1947 le Général De Gaulle définissait ainsi le génie français et sa continuité:

Personne n'est plus convaincu que moi que la France est multiple. Elle l'a toujours été et le sera toujours. Il y a en France beaucoup de familles spirituelles. Cela a toujours été ainsi. C'est là notre génie.

Dans la vision que les Britanniques ont des pays comme la France, les aspérités, le sectarisme et les contradictions, prennent proportions, deviennent des fractions puissantes et apparaissent semblables à l'esprit séparatiste de paroisse de la vie sociale et publiques britannique, au régionalisme politique du temps de Victoria, aux « deux nations » d'Angleterre.

Quand les Britanniques comprendront que la première chose à faire afin de revenir à l'Europe, est d'abandonner la mentalité d'administrateur colonial et de se mettre en apprentissage européen, quand ils comprendront qu'en Europe ils doivent se présenter avec ce qui est européen dans leur héritage et non pas avec les mauvaises habitudes prises en Afrique et en Asie, alors et seulement alors, ils se trouveront sur le chemin de l'Europe. C'est alors qu'ils cesseront de vouloir diviser les Six, c'est alors qu'ils cesseront d'appeler la Ve République française une dictature et c'est alors qu'ils parleront moins de l'Europe parce qu'ils seront occupés à la faire du dedans, ensemble avec les Européens.

La demande d'un gouvernement, mais pas d'une nation

Le triste spectacle que le gouvernement britannique a offert à l'Europe lors de ses démarches préliminaires auprès des Six a quand même mis en évidence deux éléments essentiels de ce que l'on pourrait appeler maintenant « L'affaire britannique de l'Eu-

rope»: tout d'abord, le gouvernement travailliste a montré qu'il ne comprend ou peut-être qu'il ne veut pas comprendre la signification exacte du Marché Commun en tant qu'institution économique, politique et sociale européenne, en tant que noyau de l'Europe de demain. Ce qui ensuite vient d'être démontré, c'est que les Six n'ont pas bien compris, non plus, les intentions précises du gouvernement britannique et par conséquent, ils ne savent pas qui signera la demande d'entrée et au nom de qui et de quelle conviction: s'agira-t-il d'une tentative de sauvetage économique d'un régime en désarroi ou bien, sera-t-il question d'une vraie orientation européenne de la politique nationale anglaise?

Aussi longtemps que l'Angleterre aura un gouvernement travailliste, sa politique restera sur le plan extérieur aussi bien que sur le plan intérieur, une politique d'expédients à la petite semaine, destinée à contenter tour à tour les fractions ennemies qui forment le soi-disant parti travailliste. Nées des nécessités insulaires et locales spécifiques au siècle dernier, ces fractions se trouvent aujourd'hui privées de leur raison d'être, mais condamnées à vivre ensemble de l'extrême gauche jusqu'au libéralisme militant, dans les cadres d'un parti qui depuis les années trente ne représente plus grand chose dans le pays. Le gouvernement travailliste d'aujourd'hui est issu d'un consensus majoritaire déterminé par un sentiment de « fair play » sentimental des éléments petit-bourgeois sans responsabilité politique réelle et par l'esprit outré de certains puritains qui ont voulu punir les Conservateurs pour l'affaire Profumo. Ces éléments ont fait pencher la balance du pouvoir en faveur des Travaillistes, moitié pour leur donner la chance d'interrompre une longue opposition agonisante et moitié pour jouer un mauvais tour aux Conservateurs. Il s'agit donc d'un gouvernement d'erreur et de rancune qui à l'heure actuelle représente le pays du point de vue arithmétique. Mais une fois la rancune passée, une fois le sentimentalisme du « fair play » dépouillé de ses passions, les fractions travaillistes seront réduites à leurs propres dimensions: un ensemble de politiciens d'ancienne mode justifiés les uns par leur insularisme, les autres par leur romantisme socialiste et impérialiste à la fois, certains par leur méthodisme militant et social et d'autres par la haine de la tradition nationale et par la préférence masochiste pour une « petite Angleterre » protégée par la Suisse ou par toute autre puissance mondiale.

Les Européens ne manqueront pas de s'apercevoir que ni M. Wilson ni ses confrères ne sont autres que les représentants

d'une de ces fractions selon le cas. Les Européens devraient reconnaître qu'ils n'ont pas encore traité avec la Grande-Bretagne et que la Grande-Bretagne n'a pas encore demandé à être admise dans le Marché Commun. Lors des négociations de Bruxelles entamées par le gouvernement conservateur de l'époque, la Grande-Bretagne, à tort ou à raison, était fâchée contre ses conservateurs et ceux-ci, dans leur solitude politique d'alors, ont essayé de stipuler des conditions absurdes étant plus soucieux de sauver la dignité aux yeux de l'électorat britannique que de réussir dans leurs démarches européennes. A cause de ce drame politique strictement national, la Grande-Bretagne a été en impossibilité de se présenter devant l'Europe.

Les Européens devraient savoir que le seul parti national capable de les mettre en contact avec la Grande-Bretagne reste, malgré tout, le parti conservateur et que seulement un gouvernement conservateur sera capable de faire le geste valable qui sera celui d'affirmer l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Europe. En vrais « gentlemen », les conservateurs sauront reconnaître que le « malade de l'Europe » ne guérira que lorsqu'on lui rendra la liberté de revenir aux dimensions européennes, dimensions que les Travaillistes lui refusent de par la nature même de leur politique de satellite américain qui flirte en même temps avec la Russie pour faire croire qu'il s'agit encore d'une grande puissance mondiale.

Les Européens devraient être certains que lorsque par l'entremise d'un gouvernement conservateur, la Grande-Bretagne viendra à la table européenne, elle ne viendra ni en toutou indigne ni en cheval de Troie, mais avec la dignité sincère qui reconnaîtra le sens de l'apprentissage européen dont l'Angleterre a besoin et qui amènera une signature franche: celle de la nation, celle qui signifiera que l'histoire nationale britannique a pris un nouveau sens.

Malgré toutes les insuffisances des années 1961 et 1962, les Conservateurs sont les seuls à pouvoir trouver ce sens nouveau de l'histoire britannique parce qu'ils héritent l'expérience des faiseurs d'histoire qui ont toujours été à l'unisson avec les aspirations nationales.

Les conclusions d'un « grand tour »

En revenant de Luxembourg, M. Wilson a déclaré que ce qu'il peut dire à la fin de son « grand tour » c'est qu'il y a dans le Marché Commun deux ou trois membres pour les Six et trois ou quatre pour la Grande-Bretagne.

LES TRAITÉS DE ROME ONT DIX ANS

Ils demeurent le fondement de l'unification économique européenne

Le 25 mars, jour où, il y a dix ans, furent signés à Rome les traités relatifs à la Communauté économique européenne et à la Communauté atomique européenne, est l'occasion de faire le bilan de ce qui a déjà été réalisé et de ce qui reste à faire.

Les Traités de Rome ont donné naissance à quelque chose de nouveau, qui jusqu'ici n'était pas encore connu dans les relations internationales. Les six pays qui, auparavant déjà, s'étaient retrouvés dans la C.E.C.A., décidèrent de franchir un nouveau pas. Celui-ci s'appuyait sur deux idées: premièrement, la Communauté atomique européenne devrait créer un Marché commun des Six dans le domaine atomique; deuxièmement, dans le Marché commun, six systèmes économiques nationaux devraient être fondus en un grand marché de 180 millions de consom-

mateurs. Réaliser une union douanière et transformer celle-ci en une union économique paraissait d'autant plus téméraire que les efforts accomplis en vue d'une intégration européenne avaient été contrecarrés par l'échec des projets pour une communauté européenne de défense et une communauté européenne économique. En outre, les Traités de Rome constituaient une source de conflits par le seul fait qu'ils portaient en eux de nombreux intérêts opposés pour lesquels il allait falloir trouver un dénominateur commun. C'est pour cette raison que les Six se retrouvèrent seuls lorsqu'ils accomplirent le premier pas. Le désir d'adhésion des autres pays de la grande Europe à la Communauté économique constitue la preuve que celle-ci fut une réussite.

(à suivre en p. 14)

Lettres d'Angleterre (suite p. 12)

L'Europe devrait lui savoir gré pour ces déclarations, car en effet, M. Wilson vient de montrer par là, ce qu'il a cherché dans les six capitales. Il a cherché le moyen de diviser les Six, il a sondé les positions de chacun et il a essayé ensuite de tirer des conclusions sur la manière dont il pourrait utiliser ces opinions différentes pour la désintégration du Marché Commun. Une fois de plus, ses déclarations ont été reçues avec indifférence par les Britanniques, en partie parce qu'il y a de moins en moins de gens qui font attention à ce que M. Wilson dit, et en partie parce que les Britanniques ont honte de ce que M. Wilson essaie de faire en leur nom.

Au commencement, il y avait encore des gens qui croyaient qu'il allait visiter les six capitales pour s'informer des conditions que le gouvernement devrait remplir afin d'être sûr que sa demande d'entrée soit reçue favorablement. Maintenant, à la fin de son « grand tour », il vient d'apprendre à la nation qu'il est allé en Europe pour trouver le moyen de la diviser. Telle est en effet l'at-

mosphère qu'il a créée dans le pays au sujet du Marché Commun. On ne parle pas de la valeur morale, politique et économique des conditions à remplir, mieux comprises dans ces six capitales; on parle des Six et de « nous ». Il y en a tant pour l'unité des Six et il y en a tant de notre côté, c'est-à-dire, pour la division, pour la désintégration.

L'entrée des Travailleurs dans le Marché Commun est devenue une question étroitement liée à la haine des Français. Pour ces Travailleurs convertis à l'europhisme, c'est devenu un devoir d'aggraver les différences qui existent entre les membres du Marché Commun et de forcer la désintégration de cette institution en faveur de la reconstitution de l'Europe sur les bases d'un marché dans le sens commercial du mot, un marché, une foire où les intérêts de l'Europe ne seraient présents que sur les étagères et en vitrine. En comptant combien de membres il croit être pour les Six et combien pour la Grande-Bretagne, M. Wilson a bien montré le sens de sa pensée. Il a montré ce que lui tient à coeur c'est la division des Six, voulant dire par là, le Marché Commun. Lorsque l'on compte ses forces c'est que l'on a affaire aux ennemis.

LE MARCHÉ COMMUN EST LE PLUS GRAND EXPORTATEUR DU MONDE

Cette réussite se traduit dans les faits et dans les chiffres; 73 pays de tous les continents ont établi des relations diplomatiques avec le Marché commun. L'année passée encore, il a pu consolider sa première place dans les échanges commerciaux mondiaux. Il est devenu le plus grand exportateur du monde. En 1965 déjà, il dépassait pour la première fois les Etats-Unis de 100 millions de dollars, en exportant pour 27 milliards de dollars. Pour 1966, les exportations globales du Marché Commun vers les pays tiers sont estimées à 29,5 milliards de dollars; les importations atteindront pour 31,2 milliards de dollars. Cela signifie que depuis la pre-

mière année de son existence, les importations en provenance des pays tiers se sont accrues de 93%. L'affirmation souvent avancée et suivant laquelle la Communauté des Six est avant tout orientée vers l'intérieur avec des tendances autarciques ne peut être mieux démentie que par ces chiffres.

Cependant, les échanges commerciaux au sein de la Communauté se sont développés dans les proportions encore beaucoup plus fortes. Depuis la constitution du Marché commun, ceux-ci ont augmenté dans une proportion de 3,5. Pour 1966, ils sont estimés à 23,2 milliards de dollars.

L'union douanière sera réalisée un an et demi avant la date prévue par le traité

Bien sûr, les deux crises qui ont touché le Marché commun dans le courant des dernières années — crises résultant de divergences dans les conceptions des six partenaires, au sujet d'une fusion avec les pays de l'A.E.I.E. (Association européenne de libre-échange) et des fondements institutionnels de la Communauté — ont entraîné certains retards. Malgré cela, l'union douanière sera réalisée un an et demi avant la date prévue par le Traité. Dans cet ordre d'idées, il est à remarquer que, depuis la signature des Traités de Rome, le Marché commun n'a jamais été touché par une crise économique. Même si, depuis 1958, la création du grand marché intérieur ne s'est pas réalisée sans heurts, les difficultés purent être surmontées parce que l'esprit communautaire eut chaque fois raison des intérêts nationaux. Il n'y eut même pas de crise économique dans la communauté lorsque, en 1963, son équilibre fut compromis du fait qu'on assistait, d'une part, à une extension progressive de l'économie allemande et d'autre part à des tendances inflationnistes de l'économie française, italienne et néerlandaise. On réussit, par des mesures décidées, en commun, à arrêter la vague inflationniste et le danger fut ainsi écarté. C'est à ce moment-là que la Communauté traversa sa première épreuve, tout aussi importante que celle qui permit en 1964, au prix de lourds sacrifices consentis par les Allemands, d'aboutir à un accord sur l'unification des prix des céréales, ouvrant la voie à une politique agricole commune.

Le 11 mai 1966, le Conseil de la Communauté a décidé que l'union douanière serait réalisée au 1er juillet 1968 et qu'à partir de cette date, les produits industriels et agricoles pourront passer librement les frontières des six pays, sans faire l'objet de taxes ou de contingentements. En même temps, un tarif douanier commun sera appliqué aux produits émanant des pays tiers.

Abolition des barrières douanières ne signifie pas encore marché commun. Pour la suppression des contrôles douaniers, une harmonisation de la juridiction en matière de douanes est aussi importante que la suppression des frontières devant l'impôt. Dans ce sens, un pas important a été fait par l'uniformisation des impôts sur le chiffre d'affaires et des taxes à la valeur ajoutée. L'objectif de l'intégration économique ne sera atteint que si des résultats équivalents sont enregistrés dans tous les domaines.

Une attention particulière devra être accordée à la politique énergétique, dont la coordination restera cependant difficile aussi longtemps que chacune des sources d'énergie relèvera de différentes institutions, qu'elles s'appellent Marché commun, C.E.-C.A. ou Euratom. Ici, la fusion déjà prévue des trois exécutifs et des Conseils des ministres devient de plus en plus urgente.

L'extension des relations extérieures de la Communauté doit être assurée parallèlement à son extension intérieure. Au premier plan de ce programme se trouve le Kennedy round, dont le succès ou l'échec

LES SCIENCES DE L'HOMME

A l'initiative de la Commission française pour l'Unesco a été publié par le Conseil international des Sciences sociales (organisation non gouvernementale coopérant avec l'Unesco), un rapport constituant la réponse française à l'enquête internationale concernant les tendances actuelles de la recherche dans les sciences sociales et humaines.

Ce rapport, rédigé par Jean Viet, chef du service des échanges d'informations à la Maison des sciences de l'homme, à Paris, et préfacé par Jean Stoetzel, professeur à la Sorbonne et directeur du Centre d'études sociologiques de l'Université de Paris, résume les points de vue de 24 spécialistes et de 17 institutions.

L'un des mérites de cette contribution est de donner la préférence à la science en devenir: l'auteur insiste plus sur les projets en cours que sur les études terminées, plus sur les problèmes ouverts que sur les questions résolues. Un autre de ses mérites est de passer outre au cloisonnement traditionnel des spécialités et de faire apparaître toute l'importance des relations interdisciplinaires. Cette étude ne peut qu'encourager les collaborations entre chercheurs et la mise en commun des ressources dans un souci d'efficacité.

Le schéma de classification préconisé notamment par J. Piaget divise les disciplines relatives aux activités proprement humaines en quatre groupes: les sciences dites « nomothétiques », les sciences historiques,

les sciences juridiques et les sciences philosophiques.

Par sciences nomothétiques, il faut entendre « les disciplines qui servent à dégager des lois, au sens parfois de relations quantitatives relativement constantes et exprimables sous la forme de fonctions mathématiques, mais au sens également de faits généraux ou de relations ordinales, d'analyses structurales, etc., se traduisant au moyen du langage courant ou d'un langage plus ou moins formalisé. » Ce sont les seules à être des sciences, au sens que l'on prête à ce terme par référence aux sciences exactes et naturelles. Et ce sont les seules à être prises en considération par l'Unesco dans la première partie de son enquête.

L'Unesco retient, pour cette première partie de son enquête, les disciplines suivantes: démographie, linguistique, psychologie, anthropologie sociale et culturelle (ethnologie), sociologie — science économique et science politique. Pour la France, il convient d'ajouter à cette liste la psychologie sociale et la géographie humaine — qui sont

LES TRAITÉS DE ROME (suite)

sera aussi déterminant pour le bilan de la politique en Europe que la suppression des obstacles entre les pays du Marché commun et ceux de l'A.E.L.E. La position du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans le problème de l'adhésion d'autres pays à la Communauté économique européenne reste inchangée: la Communauté des Six doit rester ouverte à tous ceux qui reconnaissent le bien fondé des buts qu'elle s'assigne. En plus, il y va de l'intérêt de la Communauté elle-même d'asseoir ses relations extérieures sur un fondement solide, car, dans beaucoup de domaines, la production du Marché commun

dépasse ses propres besoins. Au besoin d'exportation qui en résulte est liée la nécessité d'importer de fortes quantités des pays tiers.

Les Traités de Rome ont sans aucun doute constitué, pour la Communauté des Six, un progrès considérable vers l'intégration économique qu'elle poursuit. Mais ils n'aboutissent pas — comme on a pu le croire souvent au début — automatiquement à une union politique. Pour cela, il faudra chercher et trouver d'autres chemins. Du côté allemand, on considère cependant toujours la C.E.E. comme le fondement politique et économique de l'unification européenne. Elle constitue le point de départ qui conduit au but de cette unification: une communauté d'Européens libres et égaux.

également enseignées en tant que disciplines distinctes.

Dans l'ensemble, l'organisation de la recherche dans ce secteur est relativement récente, datant du lendemain de la seconde guerre mondiale. Et, loin de contribuer à un rapprochement, l'apparition tardive et presque simultanée de ces sciences a d'abord favorisé leur cloisonnement. Mais aujourd'hui, chacune d'elles ayant trouvé dans son domaine propre matière à s'affirmer, le progrès de la recherche se fait dans le sens d'un renforcement des relations interdisciplinaires.

Relations interdisciplinaires

La démographie et la linguistique sont les deux sciences de l'homme qui ont le plus progressé dans la voie de la rigueur et de l'universalité. Ce sont aussi celles qui ont établi avec les disciplines voisines les rapports les plus féconds et les plus solides. Il existe également des liens très étroits entre la psychologie sociale, l'anthropologie sociale et culturelle, la géographie humaine, la sociologie, la science économique et la science politique.

Plus caractéristiques encore apparaissent les relations qui s'affirment entre les disciplines. Ainsi, la science économique, la science politique, la sociologie et l'ethnologie occupent une place de plus en plus importante dans les études juridiques. La psychologie, détachée de la philosophie, se rapproche de la physiologie au point de se présenter en fait comme une science de la nature. La biologie et la physiologie jouent aussi un rôle essentiel en démographie et en linguistique. L'histoire est désormais inséparable de la démographie, de la linguistique, de la psychologie sociale, de la géographie humaine, de l'anthropologie sociale et culturelle, de la sociologie: les historiens se détournent de l'histoire « événementielle » pour s'intéresser à l'histoire économique et sociale; et ils demandent aux sciences de l'homme une explication des changements qu'ils observent. La philosophie tient compte de plus en plus de l'apport de la psychologie, de la sociologie et de l'ethnologie. Enfin, l'utilisation des mathématiques devient chaque jour plus considérable — en démographie tout spécialement, mais aussi en linguistique (traduction automatique), en psychologie (constitution d'échantillons, sondages), en science économique (économétrie).

En résumé, les sciences de l'homme tendent à se rapprocher des sciences de la nature et des mathématiques et exercent à leur tour une influence croissante sur les sciences juridiques, historiques et philosophiques.

Thèmes et méthodes de recherche

Cette convergence n'est certes pas effective au point que l'on puisse parler d'une thématique commune. Mais, si l'on continue à classer les thèmes de recherche par discipline, on constate que la plupart débordent la sociologie, la science économique et la largement le cadre d'une seule spécialité.

Voici quelques-uns des grands sujets qui retiennent actuellement l'attention des chercheurs:

Démographie: régulation des naissances; formation, entrée dans la vie active et emploi; besoins des inadaptés et des personnes âgées.

Linguistique: processus physiologiques, intellectuels et affectifs liés au langage; pathologie du langage; systèmes non linguistiques de communication; typologie des langues.

Psychologie: processus d'acquisition des connaissances; théorie de la décision; psychopédagogie; psychotechnique; modèles de comportement.

Psychologie sociale: opinions et représentations sociales; rôles sociaux; communications sociales et moyens d'information; conflits; processus de négociation, empathie.

Anthropologie sociale et culturelle: ethnologie régionale; psycho-sociologie du développement.

Géographie humaine: relations villes-campagnes; réseaux urbains; écologie et aménagement de l'espace.

Sociologie: problème sociologiques relatifs à la culture, à l'information, à l'éducation, aux loisirs, au travail, au développement, à l'urbanisation.

Science économique: conjoncture et prévision; croissance, développement et planification; consommation et investissements.

Science politiques: relations internationales.

Il n'est pas plus possible de parler d'une méthodologie unifiée que d'une thématique commune. Mais l'abondance des données accessibles et le progrès des moyens d'exploitation électronique des résultats permettent d'utiliser avec une rigueur et une efficacité toujours plus grandes les méthodes de l'observation et de l'analyse pour des recherches particulières ou interdisciplinaires.

La linguistique procède par observation et description. En démographie, on préfère à l'observation exhaustive les enquêtes représentatives sur le terrain, qui permettent des recherches en profondeur — par exemple, sur les motivations. Les enquêtes par échantillonnage et questionnaire et l'observation du comportement sont les méthodes classiques de la psychologie sociale et de l'anthropologie sociale et culturelle.

En sociologie, les recherches par sondages occupent une place pré-éminente: sondages descriptifs et, de plus en plus, sondages ex-

A travers l'Europe et le monde

minimum

M. Dino Del Bo
quitte la C. E. C. A.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) a diffusé au début de mars un communiqué annonçant la démission de M. Dino Del Bo de la présidence de la Haute Autorité de Luxembourg et de son mandat de membre de ce collège supranational. M. Del Bo en a informé ses collègues le 1er mars.

Sa décision est motivée, précise le communiqué, par « des raisons de santé qui lui interdisent de poursuivre son



activité. (...) La Haute Autorité a exprimé ses très vifs regrets que son président doive la quitter... »

Outre les raisons de santé

évoquées dans le communiqué, la démission de M. Del Bo semble également s'expliquer par des motifs politiques. En avril doit se réunir à Rome un « sommet » européen qui aura à connaître de la prochaine fusion des trois exécutifs des Communautés des Six. Or, jusqu'à présent, le gouvernement italien n'a pris encore aucune position à ce propos, ce que paraît regretter M. del Bo.

Au reste, ce dernier avait déjà songé à plusieurs reprises à abandonner ses fonctions (lors des crises que la C.E.C.A. a traversées). Il quitte son poste à un moment bien choisi: après de

LES SCIENCES DE L'HOMME (suite)

plicatifs avec application de méthodes d'analyse multivariée. La science politique, à son tour, s'oriente vers des recherches concrètes de ce genre.

L'expérimentation en situation de laboratoire est couramment pratiquée en psychologie, en psychologie sociale et en linguistique. En science économique, en science politique, en démographie, l'utilisation des calculateurs électroniques permet de simuler des situations réelles. Ici l'expérimentation va de pair avec l'analyse des données.

Les méthodes mathématiques sont de plus largement utilisées dans les sciences de l'homme. La tradition statistique est générale et déjà ancienne. Particulièrement intéressantes apparaissent les applications des mathématiques nouvelles: théorie de l'information, théorie des jeux, théorie des ensembles, etc.. La construction de modèles de différents types (déterministe, stochastique, statistique, dynamique...) permet une représentation cohérente des systèmes. Les mathématiques servent enfin à la mise au point de nouvelles méthodes de simulation et d'analyse.

Parmi les méthodes de systématisation et d'analyse des données, il convient de mentionner spécialement l'analyse typologique, qui tend à dégager des analogies ou des con-

nexions entre les données en fonction de différents critères ou caractéristiques. Ses applications sont particulièrement intéressantes en linguistique, en psychologie (caracté- rologie) et en science politique.

Conclusion

Il apparaît très clairement qu'il faut désormais parler des sciences de l'homme en France comme d'un *ensemble*, qui se prête mal ou qui ne se prête plus au découpage traditionnel en disciplines. A cet égard, il convient de souligner que l'enseignement est très en retard sur la recherche, ce qui conduit de plus en plus à organiser la formation des chercheurs au niveau de la recherche même. On peut considérer en outre qu'à brève échéance l'emploi généralisé des ordinateurs exigera une collaboration continue des spécialistes de toutes branches avec les mathématiciens.

« En définitive, deux aspects semblent actuellement communs à toutes les sciences de l'homme: une conscience de plus en plus aigüe de ce qu'est un *fait scientifique* et des exigences auxquelles il doit satisfaire; un souci croissant de rigueur dans la définition des concepts et dans la déduction logique à laquelle ils se prêtent. Ces deux aspects témoignent de la maturité à laquelle les sciences de l'homme arrivent ».

difficiles négociations, le conseil des ministres des Six a accepté de créer un fonds communautaire pour soutenir les prix des charbons à coke, proposition dont M. Del Bo s'était fait l'apôtre. En revanche, il est moins sûr que le prochain conseil, convoqué pour le 27 avril, adopte les propositions de la Haute Autorité pour mettre de l'ordre dans le marché sidérurgique européen. De plus, compte tenu de la prochaine fusion des trois exécutifs européens, le poste de M. Del Bo ne sera pas maintenu.

C'est vraisemblablement M. Coppe qui assurera l'intérim de la présidence du « collège » luxembourgeois, avant la mise en place de l'exécutif commun.

La carrière de M. Dino Del Bo

(Né à Milan le 19 novembre 1916, docteur en droit de l'université de Pavie, M. Del Bo a d'abord été avocat. Inscrit au parti démocrate chrétien, il devint secrétaire du mouvement de jeunesse de la Lombardie pendant la Résistance. Elu député en 1948, M. Del Bo a occupé les responsabilités de sous-secrétaire d'Etat au travail, puis aux affaires étrangères; il a été nommé en 1957 ministre chargé des relations entre le gouvernement et le Parlement puis, en 1959, ministre du commerce extérieur.

M. Del Bo a été nommé membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. en septembre 1963; il a succédé à M. Piero Malvestiti comme président de ce collège. Auteur de plusieurs essais, M. Del Bo est commandeur de la Légion d'honneur).

Maison de l'Europe

Un de nos lecteurs nous fait observer que sous la photo illustrant le discours de M. An-

dré François-Poncet, à l'occasion du Xe anniversaire de la Maison de l'Europe, les noms des personnalités représentées ont été omis. Monsieur l'Ambassadeur André François-Poncet et l'active et compétente Mme Marcelle Lazard sont des figures si familières à tous les européens que l'on voudra bien nous pardonner cette omission dont nous nous excusons vivement.

Deux satellites expérimentaux

Deux satellites expérimentaux ont été commandés par l'Organisation européenne de recherches spatiales (O.E.R.S.) à un consortium de firmes d'Allemagne, de France, de Grande Bretagne et de Suède. On estime à 90 millions de DM le coût de cette opération.

Le Prix Charlemagne

Le Prix Charlemagne sera remis le 4 mai, au cours d'une réception solennelle dans les salons de l'hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle, au ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Joseph Luns.

Le Congrès de la Société Académique Roumaine

La Société Académique Roumaine se réunira en Congrès à Rome, du 23 au 29 septembre pour célébrer, dans la ville où elle s'est constituée en 1957, son dixième anniversaire d'activité scientifique.

Le thème du Congrès sera: « Histoire et Valeurs permanentes », un argument qui permettra de confronter, dans de multiples domaines, les faits et la réalité avec les principes et les idéaux, en considérant

en particulier le peuple roumain et ses rapports avec l'Occident et plus spécialement avec l'Italie.

Jeux européens

Des Jeux européens se dérouleront pour la première fois en 1970. Ainsi en sont convenus les comités olympiques de la République fédérale d'Allemagne, de France et de Suisse. La région rhénane avoisinant Bâle a été présentée pour être le théâtre des compétitions.

Trois prix Adenauer décernés pour la première fois

La « Fondation Allemagne », créée récemment à Munich, a, pour la première fois, décerné trois « Prix Konrad-Adenauer »: pour les sciences, au professeur Ludwig Freund politologue, pour la littérature, au poète Bernt von Heiseler et pour le journalisme, au Dr. Armin Mohler, écrivain suisse vivant à Munich. Chacun de ces prix est doté de 10.000 DM. Le but poursuivi par la fondation est de susciter « une meilleure prise de conscience nationale et un sentiment national raisonnable » et de promouvoir l'idée européenne.

« Jeux sans frontières »

« Jeux sans frontières » l'émission télévisée inspirée de « Intervilles » et retransmise dans le cadre de l'Eurovision s'étendra cette année à la Grande-Bretagne et à la Suisse. Jusqu'à présent, seules la France, la République fédérale, l'Italie et la Belgique y participaient.

Une Maison de France

Une Maison de France doit être construite à Mannheim selon le vœu de la municipalité. L'immeuble atteindra huit à douze étages. Les locataires et les copropriétaires seront des firmes commerciales ou industrielles françaises, des instituts de crédit et des compagnies d'assurances désireuses de s'implanter à Mannheim.

Le Prix Robert Schuman

Le Prix Robert-Schuman sera attribué le 29 juin par l'université de Bonn à l'ancien ministre-président du Luxembourg, le Dr. Joseph Bech.

La Journée européenne des Communes tiendra ses assises à Berlin du 8 au 11 juin.

Georges Uscatescu et son « Destin »

« DESTIN » la revue en langue roumaine qui est imprimée à Madrid, entre dans sa seizième année. C'est une entreprise prodigieuse quand on pense aux difficultés matérielles de l'exil; et c'est une réussite prodigieuse quand on pense qu'elle a toujours paru régulièrement, que ses articles littéraires et scientifiques présentent toujours le plus haut intérêt et que son impression est d'une exceptionnelle perfection.

Un groupe choisi d'écrivains roumains, notamment Grégoire Gafencu, Al. Busuioceanu, N.P. Comnene, N. I. Herescu, aujourd'hui disparus, puis Mircea Eliade, Vintila Horia, Dinu Adamesteanu, A. Rauta, V. V. Tilea, Basil Munteanu etc., ont contribué, dans ces quin-

ze années, à assurer la continuité de la présence roumaine dans la culture européenne, interrompue par l'intrusion des Russes en Roumanie depuis vingt ans.

Dans une brochure qui fête les quinze ans d'anniversaire de la revue, Mircea Eliade dit



Georges Uscatescu

justement: « Le sens politique des créations culturelles en exil réside dans le fait qu'elles sont réalisées en liberté. A travers l'oeuvre des poètes, des prosateurs, des philosophes, historiens et artistes en exil, se maintient et se concrétise cette vision spirituelle authentique, spécifique du peuple roumain, mutilée et falsifiée aujourd'hui dans le Pays même. La continuité de la création roumaine, en dehors des frontières du Pays, constitue, en réalité, la continuité de l'identité nationale. Aujourd'hui, maintenir et proclamer l'identité nationale équivaut à un

acte politique aussi utile qu'efficace.

Le créateur de la revue «*Destin*» est l'écrivain Georges Uscatescu, bien connu dans tous les milieux culturels et philosophiques européens. A sa persévérance, à son talent et à son goût raffiné nos plus cordiales louanges.

Un livre sur la Roumanie

Le Département espagnol de culture moderne a publié récemment sous la signature du professeur Georges Uscatescu de l'Université de Barcelone, un ouvrage important et documenté sur la Roumanie, vue sous le profil historique, politique et littéraire. Profond connaisseur des problèmes de son Pays d'origine, M. Uscatescu met en relief dans un volume de plus de 200 pages, la splendeur et le drame de cette Nation, rempart de la latinité dans le Sud-Est européen. C'est une étude approfondie qui contribue indirectement à la connaissance de notre Europe, dont les peuples de l'Est ont fait tant et tant de sacrifices pour lui conserver son vrai visage dans ses vraies frontières. Et, comme le fait justement observer l'auteur, les frontières orientales de la Roumanie sont le Nistre et la Mer Noire.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI
 Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROMA
 Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | Etranger Dollars 3,—
 ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME R O M E



HAROLD MAC MILLAN

Président d'Honneur du Mouvement Européen

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIANDE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOW SKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.